

## L'Administration publique de nos provinces sous contrôle du MCU !

Jamais, les centrafricains n'ont assisté à une telle bavure et médiocrité des dirigeants au sommet de l'Etat. De tous les régimes qui se sont succédé à l'exception de la période dictatoriale de Bozizé, notre administration publique est devenue le valet du régime en place. Même le parti unique de l'époque (RDC) du feu Kolingba, ne s'est jamais livré à ce jeu très dangereux qui pouvait compromettre l'efficacité et le dynamisme d'une administration déjà pourrie de la tête aux pieds avec la grande crise militaro-politique qui continue de nous sévrer...

Au-delà de la chose politique qui caractérise les hommes politiques dès qu'ils ascendent au pouvoir, il faut noter que la seule chose commune qui nous rassemble et qui constitue le dorsal ou la colonne vertébrale qui soutient debout toute une nation est l'administration publique. L'administration publique est l'épicentre de toutes activités conduisant au bien-être du peuple, à la création des richesses, de l'emploi, à la protection de l'intégrité territoriale et de son peuple c'est-à-dire, tout converge vers l'administration où des tâches sont réparties dans chaque domaine pour animer la vie nationale. A ce titre, elle est apolitique. Toutes les compétences issues des différentes formations ou associations politiques sont subordonnées au strict respect des

règles et lois qui coordonnent et règlementent la gestion de l'Etat. Nul ne peut se mettre au-dessus de la loi pour enfreindre au bon fonctionnement de l'administration. Et d'ailleurs, il existe certains fonctionnaires et agents de l'Etat qui ne sont jamais imixtiés dans la politique où il veut œuvrer politiquement. C'est d'ailleurs ce que nous avons connu jusqu'à ce jour où ouragan appelé MCU est venu bouleverser le cours des choses et s'impose comme un parti-Etat à tous fonctionnaires qui veulent être à l'abri des menaces de limogeage de son poste juteux. Depuis que le parti MCU ait été créée pour soutenir la candidature du président Touadéra aux prochaines élections générales (législatives et présidentielles), on assiste à une sorte de prise en otage des fonctionnaires tant à Bangui la capitale qu'à l'intérieur du pays. Les exemples sont nombreux. D'abord, une délégation du MCU conduite par le secrétaire exécutif national (SEN) monsieur Mathieu Simplicie Sarandji, dans les préfectures de la Sangha-mbaéré, Nana-membéré et Membéré-kadéi, il s'est passé des choses semblables à l'époque de l'esclavage où tu acceptes d'être embarqué tu as la vie, soit tu refuses et on te zigouille. C'est ainsi que les hauts fonctionnaires de savoir, les préfets, sous-directeurs et chef de services etc... sont sommés d'adhérer

sans condition au MCU et séance tenante si ceux-ci veulent garder leurs postes respectifs. C'est pourquoi, nous y avons tous été témoins des nominations successives dans les colonnes des journaux de la place, qu'il y a eu une véritable tête de changement au niveau des municipalités, des sous-préfectures, des préfectures et dans les grands services administratifs des régions provinciales. Ceci s'est passé dans presque les 16 préfectures de la RCA à l'exception de certains cadres soutenus par leurs partis politiques ayant intégré la majorité présidentielle ou la majorité parlementaire. Ces cadres et responsables politico-administratifs une fois nommés, ont eu les consignes fermes d'appliquer la philosophie du MCU dans leur administration puis, ils ont pour mission de préparer le terrain en vue des élections à venir gare à celui qui ne raflera pas la majorité des suffrages le jour "J" au profit du MCU. Cette pratique machiavélique introduite dans l'administration, affaiblie les compétences et crée des frustrations et psychoses chez les agents de l'Etat d'où l'inefficacité dans la gestion de la chose publique. Alors, bonjour et bon arrivée le clientélisme, la démagogie, le clanisme et la corruption dans l'administration publique

PAT ADOU

## Les agitations belliqueuses d'Ali Darassa se justifient-elles ?



aptitude ou capacité, approuvé ledit accord à Bangui le 05 Février 2019 par sa signature. En plus, ce sanguinaire sans vergogne ayant accepté favorablement et royalement sa nomination qui violait les prescriptions constitutionnelles pertinentes fruits de la volonté du peuple centrafricain souverain primaire. Lesquelles prescriptions interdisent aux autorités dirigeantes de nommer ou de promouvoir aux différents postes de responsabilité de l'Etat. Tous ceux sur qui pèseraient de forts soupçons de crime de sang, de guerre...

Ali Daras leader d'un groupe armé UPC, mercenaire et étranger, de surcroît et impénitent a fait exception. Comme disent les juristes « tout principe souffre d'exception ». Qu'avait constaté le peuple

« Sans une volonté forte, sans un pouvoir fort, tout le reste n'est que nullité », disait-on un auteur contemporain. Bien que certaines clauses de l'accord politique pour la paix en RCA (APPR) font obstruction aux groupes armés rebelles d'occuper formellement de nouvelles villes, cotonnant leurs éléments en vue du DDR, cessation des hostilités, dissolution des groupes armés de tous genres. Ali Daras ayant lu s'il a cette

centrafricain après sa signature de l'accord éponyme et sa nomination de la même ? Quelques mois après c'est-à-dire fin Octobre-Mi-Novembre, Ali Daras et ses éléments ont envahi la sous-préfecture de Bambouti faisant fi des « soi-disant pression de la MINUSCA », lui intimant l'ordre de quitter cette ville. Et Ali Daras continu toujours d'émarger sur le budget de l'Etat en tant conseiller du PM. Surtout ses der-

nières tentatives avortées de la prise de la préfecture d'Obo poussent beaucoup de centrafricains à dire qu'Ali Daras est un obstacle pour la paix en RCA. Ce monsieur n'a pas changé d'un iota. Que se passe-t-il pour ce sanguinaire irrédentiste ne rentre pas dans les rangs ? A notre avis plusieurs causes seraient à l'origine de sa velléité belliqueuse entre autres la mauvaise foi à dessein des garants UA-CEEAC. Comment peut-on accepter d'être garant d'un accord sans moyen de coercition si leurs moyens ne sont que les exécutions et répressions ? Aussi que fait la MINUSCA en tant que facilitateur, peut infléchir Ali Daras qui ne comprend que le langage de la Kalachnikov, en dépit de tous les moyens si ce ne sont que condamnation, comptages de cadavres et présentation des condoléances aux familles éprouvées et passivité. Que dire alors de la responsabilité de protéger qui revient au premier lieu aux centrafricains ? En occurrence nos autorités actuelles ? Nous pouvons valablement dire que nos gouvernants feraient mieux de retirer la politique de la main tendue en rapportant par exemple le décret nommant Ali Daras comme conseiller. Et dans une certaine mesure extrême, nos gouvernants peuvent demander le retrait de cet accord constamment mis à mal par les groupes armés. **A bon entendeur Salut !**

Denis Ngana

# Le Quotidien de Bangui

Quotidien Indépendant Centrafricain d'informations générales, d'analyses et d'investigations

Siège: Face à l'hôpital Domitien (Bimbo) / N.I.F: P 341305P001/ Membre du GEPPIC

Directeur de Publication : Nguéma-Ngokpélé Landry Ulrich

Contacts: 75 04 62 62 / 72 07 73 30 / Notre site : www.lequotidiendebangui.fr

300 F CFA

N°971 du 08 juin 2020

## Quand la patrie a besoin des personnages comme Kabila, Kagamé, Sankara et non des hommes d'Etat sans vision...

### La Cour constitutionnelle tranche en faveur de la démocratie participative

Au moins cette fois-ci, la justice centrafricaine à travers la Cour constitutionnelle a pris une décision très importante qui a aussitôt fait le tour du monde suite à l'arrêt rendu le vendredi 05 janvier 2020. La République centrafricaine à l'approche des élections de Décembre 2020, est confrontée à plusieurs problèmes d'ordre politique, sécuritaire pour l'organisation de ces échéances électorales.

Bein ! Au lieu de plancher sur ces problèmes aux fins d'apporter des solutions idoines, des quidams qui surgissent de nulle part ont tenté de mettre à mal notre jeune et fragile démocratie en brandissant les pseudo propositions visant à proroger la durée de leur bifteque. Il s'agit des pêcheurs en eau trouble et personnages sans scrupules connus notamment par nos tribunaux pour leurs pratiques charlatanismes. Ils ont voulu détourner la patrie sur la vraie problématique des questions auxquelles l'on est confronté. Comme on pouvait s'y attendre le Président Touadéra présenté comme étant l'homme politique le plus intègre a fait leur jeu en mordant à l'appât. Mais heureusement que, la Cour constitutionnelle a fait preuve d'impartialité et de rigueur en rendant un arrêt qui tranche net et court aux spéculations des vendeurs d'illusion et autres démons qui tapissent dans le noir dans notre cité.

Ce fait est salutaire et responsable pour une justice qui aspire à son indépendance effective, il suffit que les autres instances judiciaires de notre riche et belle patrie s'inspire de cette décision pour que l'on tire notre patrie de l'ornière. Histoire de prendre ses responsabilités à deux mains pour qu'on ne soit pas reproché demain. Comme dirait l'autre "on ne doit pas prendre une décision pour plaire à un individu".

Landry Ulrich Nguéma-Ngokpélé



## L'Administration publique de nos provinces sous contrôle du MCU !

Quelle différence entre les régimes Bozizé-Touadéra avec Zama I et Zama II ?

Centrafrique, un pays presque vendu par le pouvoir en place aux étrangers...

## Le Coronavirus devenu un fonds de commerce pour certains membres du gouvernement ?

## Le Coronavirus devenu un fonds de commerce pour certains membres du gouvernement ?

du gouvernement ?

L'on n'en parlera jamais assez des comportements rétrogrades et ambigus qui caractérisent notre chère patrie où tous sont appelés à apporter sa pierre dans la construction de l'édifice. Depuis toujours, nous avons décrié ce genre de comportement qui malheureusement, demeure et persiste à tous les niveaux de l'administration publique, les écoles ou établissements scolaires, les hôpitaux, la justice etc... n'échappent à cette règle diabolique.

Combien de fois, ces actes sont répétitifs et fréquents en RCA. A plusieurs reprises des dons et legs sont octroyés par des donateurs et pays amis à la République centrafricaine. En commençant par les ONG qui bénéficient de ces aides pour leur faciliter le fonctionnement de ces structures mais qui finalement finissent par la dislocation de ces ONG faute de mal gouvernance.

Au niveau de l'Etat c'est le comble des régimes qui se sont succédés jusqu'à celui d'aujourd'hui, la situation est vraiment gravissime. Nous pensons en tant qu'observateurs de scène publique centrafricaine, le régime actuel est l'unique qui a plus bénéficié des aides internationales et même les salaires sont encore payés par la communauté internationale. Ceci, devrait permettre à l'Etat d'économiser de l'argent provenant des recettes fiscale-douanières afin que l'Etat investisse dans des domaines clés à savoir : la santé, l'éducation, la constitution des routes et bien d'autres infrastructures susceptibles de booster l'économie nationale mais hélas ! Avec l'avènement de cette pandémie mondiale qu'est le Coronavirus, nous découvrons davantage le vrai visage de nos dirigeants. La face cachée de l'esclavage est dévoilée au grand jour avec la gestion scabreuse des fonds destinés à la lutte contre le COVID-19.

Des dizaines de milliards de FCFA octroyés par la Banque africaine de développement (BAD), la banque mondiale, l'Union Européenne (UE) etc...et tout récemment, 19,5 millions de dollars US octroyés par la banque mondiale (BM), pour la même cause. Entretemps, un comité dit comité de gestion a été mis en place par la haute autorité de l'Etat pour permettre à ce que ces fonds soient gérés pour atteindre la cible. Malheureusement, force est de constater que, les mêmes têtes qui se trouvent dans ce comité, elles ont une double casquette dont celle de la politique prime. Face à une telle situation qui touche la question de santé, de vie de la population, a-t-on besoin d'ingérer la politique ? Nul n'est

censé ignorer que le MCU a transformé cette affaire de COVID-19 en une affaire purement politique. Une sorte de guéguerre s'est installée au sein du comité de gestion des fonds du coronavirus. Des ministres qui se battent même physiquement pour s'imposer et que chacun ait sa part du gâteau.

Le ministre de la santé qui est censé orienter la destination de ces aides financières est mis à minorité par les autres membres apparemment au MCU. Et pourtant, c'est ce ministre de la santé qui est le plus mis sous les feux des projecteurs face au COVID-19. Aucun ministre de la République n'a pu travailler comme leur collègue Pierre Somsé, qui est sur tous les fronts. Mais dès que la manne tombe, c'est tout le monde qui sort de sa coquille pour réclamer ou arracher sa part. A cela s'ajoute le détournement des biens matériels à savoir : seaux, cache-nez etc...qui sont exploités et distribués sur des critères d'appartenance politique et régionale.

Un seul parti s'en approprie fièrement arborant des effigies d'un leader pour faire la distribution dans des cellules de cette formation politique. Cependant, les lieux publics tels que les marchés, hôpitaux, lieux de culte, les jardins publics et certains lieux où la fréquence des usagers est élevée, sont dépourvus de ces matériels essentiels pour le lavage des mains.

En sus de cela, il faut s'interroger sur la réalité des taux des contaminés réels dans le pays. Aujourd'hui, nous sommes à plus de 200 contaminés en RCA selon le ministre de la santé publique. Réalité ou mythe ? Certes, nous n'ignorons pas l'existence de cette pandémie en RCA. Il suffit même de regarder ce qui se passe en occident pour se rendre à l'évidence. Dieu merci qu'en RCA, il n'y a pas eu encore des cas de décès. Mais là où le bât blesse, c'est le comportement de certains compatriotes qui jouent à la singerie en pensant que nous autres sommes des inintelligents. Ceux qui crient sur les ondes comme quoi ils sont atteints du COVID-19 et qui ont eu la guérison en quelques jours de traitement, sont de véritables tin tins sans poils. A ce niveau, l'on se rend compte que certains compatriotes sont des dindeons de force. Il faut qu'au moins on montre aux yeux du monde entier que nous sommes des hommes responsables et sérieux. Avec la manière dont nos autorités gèrent la pandémie du COVID-19, il y a fort lieu que nous soyons l'un des pays les plus endeuillés d'Afrique d'ici peu.

PAT ADOU !

## Elections groupées de 2020 : De quoi demain nous sera fait avec des remous sociaux en perspectives !

Il n'est pas aisé en Centrafrique de tenir des élections qui pourront être acceptées par tous sans qu'il y ait des critiques acerbes suivies des crises militaro-politiques. Notre pays étant un pays des manipulateurs et des corrompus, nous sommes considérés comme des marionnettes des puissances occultes et de la France en particulier qui est notre puissance colonisatrice. D'ailleurs, la plupart de nos hommes politiques passent par l'Elysée pour être parrainés dans la perspective de prendre le pouvoir soit par les urnes, soit par la rébellion. Ceci dit, pour qu'un leader puisse gagner sa vie et les élections, il doit sacrifier l'intérêt du peuple et voire même une partie de la population. L'expérience a montré que la RCA est le pays au monde qui a connu plusieurs crises militaro-politiques en commençant par les mutineries jusqu'à la grande crise orchestrée par les Séléka en passant par la rébellion de Bozizé. Cette longue crise de 2012 à ce jour, n'a pas encore trouvé la fin de l'iceberg. Si en 201, des élections bâclées ont été organisées dans une accalmie malgré la présence des groupes armés, cela s'expliquait par le fait que la présidente de la transition Mme Catherine Samba Panza n'était pas candidate à sa propre succession selon la charte constitutionnelle. Mais, aujourd'hui, les données

ont largement changé et les circonstances ne sont pas les mêmes.

Pour les échéances électorales de 2021, le président en exercice est candidat à sa propre succession. En face de lui, il y a une opposition musclée qui s'organise pour l'affronter. C'est pourquoi, l'opposition s'est réunie dans une plate-forme dite COD 2020, où se réunissent la plupart des grands partis et formations politiques. Ce qu'il faut relever ici comme particularité est que, plus de 95% des leaders indépendants et partis politiques, qui avaient soutenu Touadéra, lors du second tour de la présidentielle en 2016, l'ont abandonné pour se retrouver dans cette plate-forme de l'opposition démocratique. Cependant, de l'autre côté, certaines associations de la société civile et des formations qui ne peuvent plus vaquer librement à leurs préoccupations quotidiennes à cause de l'insécurité et d'envahissement des villes et villages à l'intérieur du pays.

Au plan économique, la situation est gravissime car, les sentiers miniers sont contrôlés militairement par les groupes armés qui ne laissent aucune chance aux compatriotes d'exploiter leurs mannes nationales.

Par ailleurs, les intégrations dans la fonction publique monnayées posent un grand risque de manifestation des lésés

qui s'organisent en coulisse.

De même, les trafics illicites des armes démantelés entre la RDC et la RCA, et dont l'opposition et le pouvoir en place s'accusent mutuellement de vouloir préparer un coup d'Etat ou soit de préparer un hold-up électoral en élection sous haute tension avec des risques qu'elle pourrait engendrer. Cela n'est pas exhaustive, les militaires mis à la retraite anticipée, continuent de réclamer leurs droits et cela est resté lettre morte jusqu'à ce jour. Le paiement des arriérés de salaires des années 2001-2003 tardent à venir et les sociétés paraétatiques sont bloquées financièrement pour s'exercer à cause des soient disant réformes que le ministre des finances et du budget est en train de mener. Même les salaires des personnels de l'ASRP, SOCASP et bien d'autres entreprises publiques, tardent à venir. Que dire encore des luttes et campagnes quotidiennes de dénigrement des uns et des autres qui se bousculent pour être auprès du soleil afin de profiter de la manne financière lors des campagnes électorales. Seul l'avenir nous dira si nous nous en sortirons tous vivants. À promet de l'étonner en l'air ! Vrai ou faux !

Denis Ngana

## Avec Anne-Marie Goumba : Le chien aboie la caravane passe !

A l'approche des élections générales prévues pour Décembre 2020 et qui risqueraient de connaître un glissement léger sur le calendrier électoral, des opportunistes affamés et mal côtés, usent de toutes les diatribes pour attirer l'attention des électeurs de leur côté. Au fait, il nous semble que la circonscription du 5<sup>e</sup> arrondissement, serait l'une des plus enviées dans la capitale, quand bien même que le parti RDC jouissait du monopole des élus dans les 3 circonscriptions du 5<sup>e</sup> à l'époque où le MCU gérait les affaires publiques. Mais cette dame a brisé ce mythe du 5<sup>e</sup> où le RDC régnait en grand maître. Aujourd'hui, des ratés et opportunistes, pour ne pas dire des avars ou encore des apprentis sorciers, veulent revenir en force pour détrôner celle qu'on appelle la cheffe de terre... Ce qui se pose problème à ce jour, c'est le fait que, certains députés ne seront pas réélus dans leurs circonscriptions le moment venu. Aussi certains prétendants ou aspirants à

ces postes électifs ne pourront pas être admis s'ils ne sont pas parrainés par certaines autorités compétentes et influentes.

Entretemps, il faut savoir qu'Anne-Marie Goumba, a été très combattu par ses détracteurs qui ne donnent pas sur leurs deux oreilles. Actuellement, la RCA a besoin des compétences genre Anne-Marie Goumba qui, a pu faire ce que les hommes n'ont pu faire. Il faut se rendre à l'évidence qu'au niveau de l'Assemblée nationale, il existe des femmes qui sont élues mais il s'avère que ces compatriotes n'ont pu être à la mesure de leur tâche du fait qu'elles se livrent à des diatribes impensables que l'on ne peut imaginer.

Malheureusement, force est de constater que, les adversaires de Anne-Marie Goumba, ne sont pas en odeur de sainteté et donc, ils ne peuvent faire face à cette dame qui est l'œil même de la population du 5<sup>e</sup> arrondissement. C'est pourquoi, certains vau-

tours pensent que, pour gagner les élections législatives en RCA, il faut qu'ils soient parrainés par le pouvoir en place afin de voler les voix de tel ou tel.

C'est la voix de Dieu et que personne ne peut s'en passer de cette règle d'or. Si les ministres de Touadéra sur ordre du MCU se bousculent pour en découdre avec Anne-Marie Goumba, Augustin Agou, Bertin Béa dans leurs circonscriptions respectives. Nous pensons que la situation sera plus compliquée pour ces ambitieux sans scrupules qui ne passeront pas devant leurs supposés adversaires. Pour cela, il y a lieu que chacun puisse prendre conscience de ce qu'il est et que le régime en place soit conscient de ses limites pour éviter le pire car, en 2011, le parlement étant à 98% orange, ils ont fini par abandonner les sièges au profit des Séléka du CNT.

Augustin Ndamoko-Voanin

Formation certifiante et qualifiée

**INCROYABLE !!!!!**

**MAIS VRAI !!!!!!!!!!!!!**

**FORMATIONS :**

Informatique Bureau (Word, Excel, Powerpoint & Publisher)

Maintenance Informatique (Installation, Configuration & Dépannage)

**COURS EN CONTINU**

**Cyber Café**

AGENCE DE BOYRABE, 2<sup>e</sup> RUE DERRIERE LYCEE BOGANDA

CONTACT: 21.61.85.05 - 75.20.85.04

Info-Tech, un cadre d'excellence

**Président Fondateur :**  
Feu Michel NGOKPELE

**Directeur de Publication**  
Nguéma-Ngokpélé Landry  
Contacts: 7504.62.62 / 72077330/7090.90.84

**Rédacteur en Chef**  
Ngana Denis  
Rédacteurs

Nguéma-Ngokpélé Landry .U  
Bandéko Eddy  
Nguéna Benoît  
Mossino Hermine

**Gestion et Commercial**  
Somamako-Mandassé Inès

**Infographe**  
Nguéna Benoît

**Distribution**  
Séréfio-Gbalo Vianney

**Imprimerie :** Diversité

lequotidiendebangui@yahoo.fr

**BPMC N°371.024915.01-48**

**IGU : 0004559**

**Registre de commerce et du Crédit mobilier : CA/BG/2013A408**

**Fichier Consulaire : 66/08/2013A**

Il nous paraît très ambigu de voire la manière avec laquelle les différentes parties signataires de l'accord de Khartoum, se comportent face aux engagements qu'ils avaient prises pour le retour de la paix en Centrafrique. Selon les observateurs de cet accord politique pour la paix et la réconciliation en Centrafrique, cet accord dit de dernière chance regroupe plusieurs clauses dont des mesures de sanction prévues pour les réfractaires. Dans leurs engagements, les groupes armés s'engagent de la signature de l'accord a cessé tout recours à la violence sur la population et de régler les mésententes par la voie des armes. Ace jour peut-on dire que ces groupes armés ont respecté leurs engagements ? Du côté du gouvernement, il s'engage à mettre tout en œuvre pour que les engagements qu'il a pris à Khartoum soient repartis. De ce fait, un gouvernement de large ouverture a impliqué les différents groupes armés, 12 sur 14 dont leurs représentants sont nommés au gouvernement. Aussi, le gouvernement s'est attelé à mettre en place les UMS (Unités mixtes de surveillance et de sécurité), dont les chefs rebelles en sont les responsables directs repartis par région militaire. Le gouvernement fidèle à l'esprit du respect de l'accord

pour arbitrer les mésententes qui surgissent dans le parcours de l'application de l'accord. C'est un effort visible de la part du gouvernement d'une part et d'autre part, il invite par-là, les groupes armés à une prise de conscience afin de mettre fin aux souffrances des populations qui vivent dans des conditions animales et traitées de manière inhumaine dans les brousses ou dans des camps de fortune. Fort de ce qui précède, nous constatons avec amertume que les groupes armés défient le gouvernement et la communauté internationale par des exactions commises sur les populations à travers tout le pays et non seulement contents de cela, ils poursuivent leur campagne expansionniste de région en région, des villages en villages par le contrôle des zones minières. Même les autorités du pays en mission dans l'arrière-pays, sont soumises parfois à des humiliations de la part de ces mercenaires étrangers qui sont sans foi ni loi. Aujourd'hui encore les choses s'empirent davantage avec la fuite de Abbas Sidiki dans la brousse avec un arsenal d'arme de guerre, de munitions, des fûts de carburant, des Pick-up BG80 y compris ses commandos. Ceci à quel dessein ? De même à Obo, il y a quelques jours des

violents combats opposent les combattants de l'UPC du fameux Ali Darras aux forces armées centrafricaines (FACA). Malgré les appels du gouvernement qui demandent à l'UPC de baisser les armes grâce aux efforts de nos forces armées, les populations locales ont pu souffler un coup mais pour combien de temps ? A Bria, et Ndélé, des factions rebelles opposées depuis toujours pour le contrôle des zones minières et des villes et pistes stratégiques, s'entretuent et ce sont les populations qui empâtassent. Ce qui vient de se passer à Ndélé avec la complicité de certaines personnes qui se voilent la face, montre clairement que l'Etat/ gouvernement ne maîtrise pas encore la situation sécuritaire du pays et les efforts de restauration de l'autorité de l'Etat à l'intérieur du pays sont vains malgré le déploiement des autorités politico-administratives à l'intérieur du pays. Puisque les forces de sécurité et de défense affectées dans ces zones rouges n'ont pas l'autorité ni moyens d'être efficaces en cas d'éventualité, ce sont donc ces seigneurs de guerre qui font leur loi et décident du sort de tout un chacun.

Landry Ulrich Ngokpélé

**Plateforme Be oko ou la bande d'escrocs en quête de magots pour financer leurs bases respectives ?**

En Centrafrique, il est si difficile que les gens tirent les leçons de l'histoire. L'expérience politique vécue par les uns et par les autres n'a jamais transformé la mentalité de nos hommes politiques. Nous avions connu par le passé des grandes figures politiques et des grands partis politiques qui ont su galvaniser des électeurs pour se faire élire à la magistrature suprême de l'Etat. Le seul exemple du barbu national, le feu Ange Félix Patassé avec son parti le MLPC est une marque qui a marqué la mémoire des centrafricains depuis 1993 jusqu'à ce jour. Ange Felix Patassé bien que de retour fraîchement au pays après de longues années d'exil a montré sa capacité d'un grand leader, un leader charismatique imbu de toutes les qualités d'un politicien né. Il a su faire face et déjouer les pronostics des observateurs face à l'Almadra des partis politiques de l'opposition de l'époque réunis au sein de la CCPO y compris le FPP -Front Patriotique pour le Progrès) du professeur Abel Goumba, qui affrontait AFP au second tour de la présidentielle. Le KNK, ex parti au pouvoir est un grand parti politique créée, animée et construit par François Bozizé dont les racines sont ancrées dans presque toutes les régions du pays. Aujourd'hui encore, le KNK reste et demeure l'un des grands partis politiques de la RCA aux côtés du MLPC, du RDC qui sont encore vivaces même s'ils ont perdu le pouvoir depuis des années. On peut aussi ajouter l'URCA de George Anicet Dologué qui a fait ses preuves pour avoir manqué de moins d'être au sommet de l'Etat lors des élections de 2015-2016.

Néanmoins l'URCA a envoyé plusieurs députés à l'Assemblée nationale. Les partis cités, peuvent à eux seuls se présenter aux élections et ils sont capables de gagner sans même l'appui des autres partis politiques qui ne sont que des partis de mangeaille. En prélude au hold-up électoral que le président Touadéra avec son MCU entendent réaliser, ces partis de l'opposition démocratiques se sont réunis dans le COD-2020 pour d'abord s'opposer au projet expiatif du MCU qui veut coûte que coûte proroger illégalement le mandat du chef de l'Etat au-delà de son mandat normal par un fameux projet de révision partielle de la constitution centrafricaine. Ensuite, la stratégie du combat pour les élections se précise plus tard. Faille-t-il que le COD-2020 aille en bataille rangée ? Ou bien chaque parti présentera son candidat à la présidentielle au premier tour en attendant une bataille rangée au second tour ? Pour l'heure, ces questionnements ne trouvent pas de réponses. Surtout, avec la présence du doyen Bozizé au sein du COD-2020, c'est la panique dans le camp du MCU qui ne doit plus sur ses deux oreilles. Dans la foulée, Touadéra et le MCU confondent vitesse et précipitation et cela a conduit à la mise en place d'une plate-forme dite Be Oko pour s'aligner derrière un candidat impopulaire et corrompu qui d'ailleurs ne leur a jamais de la reconnaissance. Et brusquement, ils ont été recherchés dans les quartiers, dans les champs, dans les wc avec quelques billets de banque pour s'associer à sa cause en vue d'affronter les élections de 2020-2021. Alors, il y a lieu de s'interroger

sur la capacité de ces soi-disant partis politiques et/ou associations politiques, ou associations apolitiques qui sont confinées dans Be Oko. Le FPP, un parti d'abord enterré politiquement et sans militant à cause des dissensions internes qui ont affaibli son rayonnement d'antan. Il ne résume qu'à son président et à sa trésorière, son SG, Vice-président. Le MCD de Mathurin Dimbélé Nakoé, un club d'amis constitué de trois griots qui n'ont ni siège, ni militants, ni carte d'adhésion, ni SG, ni trésorier, une véritable équipe des racketteurs, papillonneurs et vautours sans vergogne. MOON, l'un des anciens amis de l'URCA, qui l'a soutenu lors des élections de 2015-2016 qui, aujourd'hui fut acheté à cause d'un poste ministériel. L'UNADER, dont le patron déjà admis à la retraite politique, sans militants, ni bureau politique, cherche seulement la manne pour échapper à la famine aigue qui frappe les partis politiques. L'ODESCA, une ONG humanitaire qui est chassée dans les rangs des apolitiques, s'engage aveuglement pour des besoins ventraux tout en sachant qu'elle se discrédite elle-même. Alors, vous comprendrez très vite que cette plate-forme a un seul but. Escroquer le président Touadéra pour alimenter nos bases respectives puis mangons et buvons !

Vive la démocratie made Touadéra ! Vive la duplicité au pays de nulles parts ailleurs..

Malko Sétouan

"Gouverner, c'est prévoir", dit une théorie machiavélique. Une manière ou une autre de dire que lorsqu'on s'engage sur le terrain politique, ce n'est pas avec la main dans la poche comme si on allait à une balade de santé. Mais plutôt avec des idées, des théories politiques et des génies de savoir-faire. Car, il s'agit bien de gérer le pouvoir qui exige un certain nombre d'aptitudes physique, intellectuelle, culturelle pour ne citer que celles-ci faisant de l'homme qui détient la destinée d'une nation un homme de caractère ou de poigne. Mais qu'en est-il de l'homme du 30 mars 2016 qui avait juré, main sur le cœur, de protéger notre nation et notre territoire avec tout le patrimoine national ? Mystère ! Les faits sont têtus : de la ville d'Alindao à Paoua en passant par l'emblématique Bambari, Bria, Ndélé, Birao et presque tout le long de la région de Nana-Mambéré sont les preuves latentes que les princes qui nous gouvernent n'ont rien fait pour épargner nos compatriotes résidents dans ces contrées suscités. A Bambari où le peulh nigérien, Ali Darassa et ses mercenaires ont installé leur QG, au su et au vu du prétendu président de la République, chef de l'Etat, durant des années avec leur cortège de malheurs au sein d'une région la 2è la plus importante de notre pays, il n'y avait rien qui a été fait pour prévenir un autre scénario du genre. De fil à aiguille, ce criminel de guerre patenté, nommé Ali Darassa a pris le goût d'étendre sa puissance militaire au delà de la région de Bambari, Alindao pour en arriver à Obo via Bambouti. Heureusement que le préfet de cette localité, un colonel des armées centrafricaines refusant de rester bras croisés, s'était lancé dans une sorte de menaces de va-t'en guerre contre cet avatar à la botte de qui se trouvent un impressionnant effectif des mercenaires de nationalités confondues pour qu'Ali Darassa met un coup de frein à ses expéditions punitives. C'est quand même curieux ! Un préfet sans une unité de combat brise une soi-

disant puissance nuisible ? En tout ça inspire plus d'un. Questions : **le président Touadéra protège-t-il qui sur sa parcelle de pouvoir légitimé par la communauté internationale ? Sur qui doit-on attribuer la responsabilité politique des crimes perpétrés sur nos compatriotes des régions suscitées ? Dispose-t-il d'une carte en main pouvant le disculper de sa connivence dangereuse avec ces forces nuisibles qui font la pluie et le beau temps sur notre territoire national ?** Voilà autant de questionnements qui appellent à une explication politico-scientifique. De façon substantielle, l'on suppose que lorsque monsieur Touadéra engageait sa candidature pour la magistrature suprême, il savait pertinemment de quoi notre patrie en souffrait et en avait besoin pour renaitre de ses cendres. Et, l'on est en droit de douter que monsieur Touadéra avait besoin du pouvoir pour multiplier le nombre de ses foyers conjugués, encore moins pour se faire de la fortune comme cela en a été le cas décrié par une frange des commentateurs sociopolitiques de notre cité. Qu'à cela ne tienne ! Notre pays a traversé des zones de turbulences depuis belle lurette, sans issue. Tout simplement parce que nous avons la malchance d'avoir comme des dirigeants vendeurs d'illusions et marchands d'âmes. A notre le président Touadéra est l'un des incapables hommes politiques que notre cité n'ait jamais connue dans son histoire institutionnelle. Pour illustration, le président Kabila qui a hérité le pouvoir après son défunt père géniteur, Laurent Désiré Kabila en devrait être le pire cauchemar de nos frères de la RD congo s'il n'avait pas la poigne. Désigné dans circonstances douteuses, Joseph Kabila Kabanagué s'était retrouvé avec un pays en lambeaux, un pléthore des groupes rebelles repartis sur presque toute l'étendue du territoire, un tissu économique en délabrement avancé et bien d'autres maux rendant impos-

sible la gestion de la chose publique de ce vaste territoire. Mais, en moins de 5 ans, le jeune homme a fait preuve d'une efficacité indiscutable en remettant de l'ordre progressivement dans son entourage et sur toute l'étendue du territoire. Résultat : Tchisékédi a hérité un Etat digne de son nom. Avec une économie prospère et une armée régulière qui oblige les forces nuisibles à se battre en retraite. Idem pour l'intrépide général Paul Kagamé héritier des séquelles du génocide d'avril 1994. Même si celui-ci a passé tant d'années à la tête de cet petit Etat fragilisé par une guerre civile, mais il n'en demeure pas moins que salut la manière à laquelle le président Kagamé a hissé haut son pays, compté parmi les Etats africains les plus en vues en termes de développement. Doit-on attribuer les exploits de ces panafricanistes visionnaires à leur âge et / ou leur formation professionnelle ? Sans ambages, non. Par exemple, feu Thomas Sankara qui incarnait une sorte d'homme politique jouissant d'une décence morale respectable n'avait pas 62 ans ? A 35 ans, le président Sankara savait déjà **"dire"** **"non"**, **"oui"** et **"merdre"** ! Kabila et Kagamé n'ont pas mis pied à l'université, mais ils ont été à la hauteur de leur tâche. Leurs visions politiques sont perceptibles et non dans les discours creux. Ou bien ! Ceci étant, livré à la pâture ses compatriotes, est une chose, mais faire preuve d'une vision politique à la dimension républicaine est une autre paire de manche. Ce qui veut dire que la paix et le développement ne résident pas dans les papiers de discours. Ils sont ailleurs voire dans les valeurs républicaines incarnant sa gestion de la chose. Vrai faux ! En somme, le pouvoir, reste le pouvoir et à défaut d'une main capable de le tenir, une autre invisible est quelque part en embuscade pour récupérer afin de soulager la souffrance du peuple. Quitte au tribunal de l'histoire d'en aviser.

Landry Ulrich Nguéma-Ngokpélé

de manifestation des lésés qui s'organisent en coulisse. De même, les trafics illicites des armes démantelés entre la RDC et la RCA, et dont l'opposition et le pouvoir en place s'accusent mutuellement de vouloir préparer un coup d'Etat ou soit de préparer un hold-up électoral en élection sous haute tension avec des risques qu'elle pourrait engendrées. Cela n'est pas exhaustive, les militaires mis à la retraite anticipée, continuent de réclamer leurs droits et cela est resté lettre morte jusqu'à ce jour. Le paiement des arriérés de salaires des années 2001-2003 tardent à venir et les sociétés paratactiques sont bloquées financièrement pour s'exercer à cause des soient disant reformes que le ministre des finances et du budget est en train de mener. Même les salaires des personnels de l'ASRP, SOCSP et bien d'autres entreprises publiques, tardent à venir. Que dire encore des luttes et campagnes quotidiennes de dénigrement des uns et des autres qui se bousculent pour être auprès du soleil afin de profiter de la manne financière lors des campagnes électorales. Seul l'avenir nous dira si nous nous en sortirons tous vivants.

Ernest Mambaye

**Elections 2021 : Des anxiétés sociales à la croisée du chemin !**

La démocratie n'est pas encore crédible en RCA, car, il n'est pas aisé en Centrafrique de tenir des élections qui pourront être acceptées par tous sans qu'il y ait des critiques acerbes suivies des crises militaro-politiques. Notre pays étant un pays des manipulateurs et des corrompus, nous sommes considérés comme des marionnettes des puissances occultes et de la France en particulier qui est notre puissance colonisatrice. D'ailleurs, la plupart de nos hommes politiques passent par l'Elysée pour être parrainés dans la perspective de prendre le pouvoir soit par les urnes, soit par la rébellion. Ceci dit, pour qu'un leader puisse gagner sa vie et les élections, il doit sacrifier l'intérêt du peuple et voire même une partie de la population. L'expérience a montré que la RCA est le pays au monde qui a connu plusieurs crises militaro-politiques en commençant par les mutineries jusqu'à la grande crise orchestrée par les Séléka en passant par la rébellion de Bozizé. Cette longue crise de 2012 à ce jour, n'a pas encore trouvé la fin de l'iceberg. Si en 201, des élections bâclées ont été organisées dans une accalmie malgré la présence des groupes armés, cela s'expliquait par le fait que la présidente de la transition Mme Catherine Samba Panza n'était pas candidate à sa propre suc-

cession selon la charte constitutionnelle. Mais, aujourd'hui, les données ont largement changé et les circonstances ne sont pas les mêmes. Pour les échéances électorales de 2021, le président en exercice est candidat à sa propre succession. En face de lui, il y a une opposition musclée qui s'organise pour l'affronter. C'est pourquoi, l'opposition s'est réunie dans une plate-forme dite COD 2020, où se réunissent la plupart des grands partis et formations politiques. Ce qu'il faut relever ici comme particularité est que, plus de 95% des leaders indépendants et partis politiques, qui avaient soutenu Touadéra, lors du second tour de la présidentielle en 2016, l'ont abandonné pour se retrouver dans cette plate-forme de l'opposition démocratique. Cependant, de l'autre côté, certaines associations de la société civile et des formations qui ne peuvent plus vaquer librement à leurs préoccupations quotidiennes à cause de l'insécurité et d'invasion des villes et villages à l'intérieur du pays. Au plan économique, la situation est grave car, les sentiers miniers sont contrôlés militairement par les groupes armés qui ne laissent aucune chance aux compatriotes d'exploiter leurs mannes nationales. Par ailleurs, les intégrations dans la fonction publique monnayées posent un grand risque

## La société TELECEL Centrafrique répond au journal Corbeau news



qui implique un aménagement des locaux, lavage des mains (avec la mise à disposition de gels hydro alcooliques et masques), ou encore la gestion des entrées et sorties (Prise de température) ;

> La mise à disposition du personnel d'une aide financière pour des réserves de produit de premières nécessités afin de soulager les charges du ménage ;

> Des actions d'information sur le groupe WhatsApp pour tout le personnel avec des messages de sensibilisation sur les gestes barrières

### DROIT DE REPONSE

La Direction Générale de TELECEL CENTRAFRIQUE a pris connaissance avec étonnement des informations parues dans la publication de Corbeau News Centrafrique, en date du 1 Juin 2020 selon lesquelles le Directeur Général de la société aurait refusé le confinement de deux de ses employés de la comptabilité testés positifs au COVID 19, et aurait demandé qu'ils reprennent service.

La Direction Générale de TELECEL CENTRAFRIQUE tient à préciser qu'il s'agit d'une fausse information et dénonce ce genre de pratique soutenue par aucun support ni preuve et qui est de nature à porter atteinte à l'intégrité et l'image de la société TELECEL CENTRAFRIQUE.

Entant qu'employeur de référence, nous nous sommes engagés depuis le début de cette pandémie dans la préservation de la santé physique et mentale au travail de nos salariés à travers :

> La prévention par la mise en place du Comité Corona en interne qui veille sur le comportement à adopter, le conseil sur les gestes barrières : la distanciation sociale,

envoyés journalièrement par les membres du comité Corona, et bien d'autres mesures prises telles que la diffusion des consignes par tous moyens des informations sur les mesures Gouvernementales et de la Direction Générale (affichage dans l'entreprise, note interne envoyée aux salariés par mail...).

Par ailleurs, la société s'est engagée à réduire la proximité physique des effectifs qui implique une distance d'un mètre entre les collaborateurs, le télétravail, les vacances, rotation, etc.

Quant au cas de contamination en interne, nous avons noté malheureusement que quelques collègues ont été touchés par cette maladie et l'entreprise a automatiquement pris toutes les mesures afin de s'assurer qu'ils soient suivis par le médecin Conseil de l'Entreprise dans leur lieu de confinement. Aucun Personnel contaminé n'est contraint de rester travailler.

Aujourd'hui nous devons rester solidaires dans la lutte contre cette pandémie, utilisons tous les moyens, (médias écrits, réseaux sociaux etc...) pour la sensibilisation de la population dans la lutte contre

cette pandémie qui évolue grandement dans notre pays. L'heure n'est plus à la diversion ni des

publications vides de sens qui n'apportent rien pour la population. Nous avons un seul ennemi qui est « COVID-19 » contre lequel nous devons nous unir et s'engager dans la mise en œuvre de réponses concrètes, efficaces et nécessaires pour soutenir et protéger la population frappée de plein fouet par cette crise sanitaire.

TELECEL CENTRAFRIQUE reste et demeure une Société citoyenne qui a toujours œuvré, en toutes circonstances, dans l'intérêt du Peuple centrafricain, ce qui se traduit aujourd'hui par l'Assistance au Ministère de la Santé à travers la remise des Kits téléphoniques permettant la mise en place du numéro vert 1212, un don en matériels biomédicaux dont la procédure de livraison est en cours de finalisation, et bien d'autres actions dont on ne peut tout citer ici... Ceci, pour assister et soutenir la population, ce qui devrait être la préoccupation de tout le monde en ce moment critique.

La Société TELECEL CENTRAFRIQUE tient à rassurer ses fidèles Abonnés, ses Partenaires et la Population Centrafricaine qu'elle reste et demeure une société qui met au centre de ses intérêts la protection de son capital humain. Aucune actions malveillantes ne pourraient constituer un obstacle au développement harmonieux de notre Société.

Ensemble, nous vaincrons cette pandémie.

TELECEL CENTRAFRIQUE avec vous pour toujours.

BIANI BIANI.

**La Directrice Général Adjointe  
Mme Irène MOUSSA-KEMBE**

## Cogestion du pouvoir entre Bozizé et Faustin : Que dire de la prestation de leurs collaborateurs pasteurs Joseph Binguimalet ?

Chronologie historique oblige ! Devant l'incapacité de l'ex PM Elie Doté de proposer une solution appropriée aux revendications des centrales syndicales, surtout la fermeté des enseignants de tous bords à poursuivre leurs mouvements de grève générale et les rumeurs faisant état d'un probable vote de motion de censure par les députés de la troisième législature.

Pour éviter un camouflet l'ex PM ELIE Doté avait présenté au chef de l'Etat sa démission et celle de son gouvernement. C'est ainsi que le président Bozizé avait nommé à la place d'Elie Doté, un enseignant monsieur Touadéra Recteur à l'Université de Bangui à cette époque.

Bozizé pensait-il qu'un enseignant pouvait convaincre ses pairs en vue d'éviter une année blanche scolaire en 2008.

Tel planté le décor du mariage qui dura cinq années de cogestion du pouvoir en RCA. Pour mener à bien leur responsabilité les deux têtes de l'exécutif devaient s'entourer des collaborateurs fussent-ils pasteurs ou pas ?

C'est ainsi que des hommes de Dieu notam-

ment pasteurs sont nommés à des postes de responsabilité dans les différentes institutions de la République durant ce mariage de cinq ans duo Boz et Touad. Qui sont-ils ? Ont-ils été à la hauteur de leur tâche ? Leur prestation plaide-t-elle à leur faveur ?

A commencer par le troisième institut de l'époque, la Cour Constitutionnelle présidée par le pasteur Marcel Malonga de l'Eglise El Bethel située dans le quatrième arrondissement voisin de la concession du feu Président Ange Félix Patassé. Etant un ex ministre de Bozizé a-t-il dit le droit véritablement ? La validation d'élections controversées du 23 Janvier 2011 par la Cour Constitutionnelle du président Malonga prouve-t-elle que cet homme de Dieu a été à la mesure de sa tâche ? Que dire alors de la Commission électorale indépendante dirigée par l'ex aide mécanicien de CFAO Motors devenu pasteur par la force de chose Joseph Binguimalet les résultats provisoires de 2011 ? Pourquoi la démission de maître Mbolli Goumba, son deuxième vice-président et en pleine compilation de l'ex PM Jean Edouard Koyambounou ?

Joseph Binguimalé et Malonga ont-ils été aidés le couple Boz et FAT Co gestionnaires du pouvoir de cette époque ?

Même s'ils sont nommés par décret du chef d'Etat président de la République au vu de leurs piètres prestations et de leur incompétence notoire le professeur FAT a-t-il accepté de travailler avec eux ? Ne devraient-ils pas démissionner en guise de prestation ? Pour le centrafricain lambda que nous avons interrogé nous fait savoir que le couple Boz et Touad ne s'est pas entouré de bons pasteurs, mais de bons pasteurs arrivistes quitte à galvauder sur les saintes écritures. Par contre un commentateur de la scène politique estime que l'union du couple Boz et Touad est collectivement et collégialement responsable des malheurs du centrafricain car tous deux ont collaboré avec des pasteurs que la compétence est plus basse que la terre.

A vous de voir.

**Ernest Mambaye**

## Centrafrique, un pays presque vendu par le pouvoir en place aux étrangers...

Cette question posée en titre de notre article à sa raison d'être. Il y a de cela quelques décennies, la République centrafricaine est un pays où règnent la paix et la sécurité en dépit de quelques mouvements de coupeurs de route qui perturbent la libre circulation des biens et des personnes à l'intérieur du pays.

Mais, l'ex président de la République André Kolingba n'y baissait pas les bras et la lutte contre ces malfaits a fini par être payée. De l'ex président Ange Felix Patassé à Bozizé, malgré les mutineries et les rébellions, la situation sécuritaire du pays s'est stabilisée grâce à la fermeté du président F.Bozizé qui a su maîtriser la situation sur le ko et l'on parlait même du génocide en RCA du fait que des centaines de milliers de compatriotes sont assassinés à dessein. Pour la période de Catherine Samba Panza, il y a eu une petite exception parce qu'elle arrivait tant bien que mal à contenir les massacres tant au km5 qu'à l'intérieur du pays. Mais le régime qui a connu plus de dégâts humains est celui du professeur de Boy-rabe qui est taxé par certains observateurs avertis d'être de connivence avec les groupes armés. Selon l'annuaire internationale dans son rapport de 2019, plus de 7000 morts pour le régime actuel quand bien même que celui-ci n'a pas encore terminé son mandat. Les raisons avancées par cette institution internationale pour justifier ces chiffres avancés sont que, l'absence des forces de sécurité et de défense sur le terrain c'est-à-dire à l'intérieur du pays est la première cause. Cette absence a donné l'occasion aux groupes armés de massacrer les populations dans les zones minières afin qu'elles ne soient pas témoins des exploitations anarchiques et illicites des ressources minières de notre pays.

Ensuite, le laxisme de nos autorités inca-

pables de prendre des mesures efficaces pour déployer les forces armées nationales dans les zones rouges pour être prêts à toutes éventualités. A cela s'ajoute la complicité avérée de certaines autorités du pays qui se sont alliés à certains groupes armés pour échange des ressources minières contre de l'argent et protection de ces mercenaires qui ont eu la ferme garantie de ne pas être poursuivis devant les tribunaux nationaux et internationaux. Et enfin l'inertie des forces onusiennes qui sciemment ne veulent pas appliquer les fortes résolutions recommandées par le Conseil de Sécurité des nations unies. Pour la MINUSCA, nul n'est censé ignorer que cette institution onusienne en Centrafrique est auteurs de plusieurs cas de crimes pour avoir protégé certains groupes armés dans les affrontements les opposants aux populations soutenus par les antibalaka une milice chrétienne. Aussi, la MINUSCA s'est livrée à la dotation des groupes armés en armes, les poussant à des affrontements. Le trafic d'armes s'est ainsi installé entre la MINUSCA et ces derniers d'où une forte circulation d'armes de guerre au sein des différentes communautés.

Au vue de tout ceci, le gouvernement feigne d'ignorer ce qui se passe sur le territoire et ne se contente que de condamner les faits. Chaque pays ainsi un groupe de pression extérieur qui arrive en RCA, asa part de gâteau en occupant une portion d'exploitation des richesses naturelles de la RCA, tel le cas de la Russie à travers des mercenaires de wagner qui sont très actifs dans les domaines des mines. Des sociétés fictives et non réglementées chinoises et Russes occupent illégalement des zones minières dans la Lobaye, l'Ouham, l'Ouham-péndé, dans l'Ombella M'pocko, à Bria, à Ndélé où ils exploitent de manière

sauvage, les ressources minières du pays causant des dégâts écologiques, environnementaux. Cela dit, il suffit que des propositions soient faites au chef de l'Etat pour la protection de son pouvoir, il vend une partie des richesses de son pays aux mercenaires étrangers et à des organisations mafieuses.

Par exemple, qu'est-ce que le Rwanda peut apporter comme moyens et stratégies pour une solution efficace et durable à la crise centrafricaine si ce n'est que des armes qu'il peut donner à Touadéra pour la protection de son mandat ? C'est pourquoi même les armes fournies par la Russie n'ont jamais été distribuées aux FACA pour combattre les rebelles et sécuriser le territoire national. Avec l'approche des élections, la situation ne pourra que s'empirer sur le terrain car, Touadéra et le MCU et ses gueulards sans foi ni morale, se préoccupent des stratégies de leurs maintien au pouvoir, cependant, le pays risquera d'être envahi par des étrangers qui sont déjà maîtres du pays et qui conjugent sans crainte avec les dirigeants actuels. La soif d'amasser suffisamment d'argent pour être à l'abri des besoins d'ici peu, la soif de garder le pouvoir au prix du sang, poussent les responsables du MCU et son président à sacrifier le peuple centrafricain qui se sent étranger sur son propre sol. Nul n'a le droit de faire mouvement là où il veut à cause de la restriction de circulation dans les zones sous contrôle des mercenaires étrangers. Même à Bangui, les requins du MCU épiilent et soupçonnent tout le monde où est donc ce qui est inscrit dans la constitution de notre pays, la liberté de faire ceci de faire cela ? Le citoyen centrafricain est véritablement libre chez lui ?

**PAT ADOU**

## Quelle différence entre les régimes Bozizé-Touadéra avec Zama I et Zama II ?

Comme a dit Amadou Hampaté bâ dans son œuvre l'Etrange destin de Wra ngrin « Merci est un petit mot qui ne sors de la bouche que des hommes reconnaissants ». Faut-il le préciser en le rappelant qu'à l'état civil, il s'appelle Zama Javan Papa.

Zama Javan Papa fut directeur général de la presse présidentielle, Co animateur avec les Abakar Piko Severin Vele Faimindji et le journaliste le feu Lord Esaïe Nganamko. Zama Janvan Papa Co animateur avec ses acolytes précités des émissions sur les ondes de radio Centrafrique telles que : Yé so é lingbi ti inga, Bango ndo ti gbia ti kodro, Actualités-présidence sous le régime de l'ancien président Bozizé. L'homme était connu avec sesdits collaborateurs par leurs prises de positions toujours éloignées, dihyrmbiques mais surtout obséquieuses jusqu'à la moelle épinière sur le compte du régime déchu du général Bozizé.

Mais l'égard des opposants au régime Bozizé, fussent-ils démocrates ou armés ses réactions étaient fracassantes et sans

appel bruyamment insultantes. En témoignent les propos peu courtois et irrévérencieux qu'il avait tenu lors d'une de ses émissions à l'endroit de l'opposant feu maître Henry Pouzère. L'ex directeur général de la presse présidentielle de Bozizé avait qualifié cet opposant de « vieux en parfaite déconnection des réalités de la RCA ».

Qui des opposants au régime de son mentor que Zama avait-il loupé ? Zama ex DG de la presse présidentielle était le chantre de « Bozizé Doit Rester », concepteur-prometteur du culte de la personnalité, griot-grillon de la philosophie « sans Bozizé point de salut pour la RCA ».

Lors, de ses émissions, mais après le départ du pouvoir de son protecteur Bozizé et l'arrivée au pouvoir du président Faustin Archange Touadéra. Que s'est-il passé dans le comportement de cet ex DG ? Une fidèle auditrice de radio Centrafrique mademoiselle Elisée Rendet rencontrée et interrogée se dit « étonné et outrée de constater un changement dans

la radicalité extrême via sa plate-forme Mouvement Centrafrique Debout (MCD), contre Bozizé qui l'avait pourtant propulsé ».

A contrario, un vieux routier connaisseur des méandres du pouvoir centrafricain dont nous taisons le nom, ce dernier commenté, que ce soit Bozizé, Touadéra m'importe qui comme président, monsieur Zama Javan Papa comme bon nombre des politicards centrafricains reste, restera tel un râtelier mangeant à plusieurs tables, plusieurs plats.

Quitte à avoir la mémoire courte, être ingrat, sans scrupule et versatile à l'exemple de caméléon ou oiseau tout couleur. Pour qu'il défende vaille que vaille son bifteck par des sorties intempestivement creuses sur les ondes des radios ou réseaux sociaux de sa pratique de la culture de la "déification" des différents régimes de présidents de la RCA. Doit-on cracher dans les mains de ceux qui l'ont nourri ? L'honneur vaut mieux que lingot d'or !

**Denis Ngana**